



# FORUM DES MARCHES



**5ème EDITION : douala du 7 au 8 novembre 2019**



**Mise en place d'une législation porteuse de  
développement pour les marchés et de  
stabilité  
pour les acteurs**



Présenté : par Mamadou FAYE

NOVEMBRE 2019



# BIOGRAPHIE RESUME

## M. MAMADOU FAYE



- Ingénieur Statisticien (ISPEA)
- Diplômé d'Etudes Supérieures en Assurances de l'IIA de Yaoundé
- Diplômé d'Actuariat et Finances de l'ENSAE de Paris
- Ancien Commissaire contrôleur des Assurances à la CIMA
- Ancien Directeur Général de LMAI IARD à Abidjan (RCI)
- Ancien Directeur Général de SALAMA Assurances Sénégal
- Administrateur Directeur Général de la Sénégalaise de l'Assurance Vie
- Membre du bureau de la Fédération Sénégalaise des Sociétés d'Assurance (FFSA)
- Président l'Institut National des Actuaire du Sénégal (L'INAS)



# UN SECTEUR FORTEMENT REGULE

QUALITY ASSURANCE



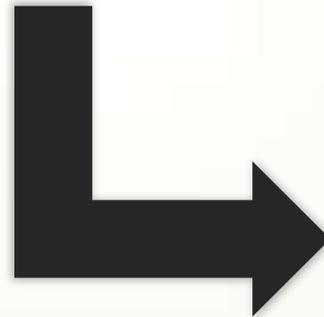


# POURQUOI UNE SUPERVISION DES ORGANISMES D'ASSURANCES?

L'**assuré** paie en général ses primes d'avance, faisant en quelque sorte "**crédit**" à son **assureur** : ce dernier ne **tiendra peut-être pas ses engagements**, soit en raison de difficultés techniques, soit pour toute autre raison.



Sur le plan technique, **les aléas du risque couvert** causent de réelles difficultés aux assureurs de bonne foi.



**les tarifs sont fixés à l'avance**, avant la connaissance du prix de revient (les économistes disent qu'il y a inversion du cycle normal de la production) : il se peut que les **prévisions de dépenses** sur les sinistres (nombre, coût, appréciation du préjudice par les tribunaux au jour du jugement et non à la date de l'accident) et sur les frais généraux (hausse des salaires, etc. ...), même les plus raisonnables, **soient dépassées.**



certaines éléments **d'actif** peuvent subir des **dépréciations importantes**, du fait de diverses circonstances économiques ou monétaires : baisse boursière, annulation de certaines créances



Par ailleurs, sur le plan moral, des **assureurs peu scrupuleux**, favorisés par la nature particulière des opérations d'assurances, pourraient réduire les paiements des sinistres par **des procédés dilatoires** (discussions interminables, exigence de documents inutiles, procès sans fondement, propositions de transactions très inférieures aux préjudices).



La vérification *a posteriori* par le Contrôle ou les tribunaux de la conformité des contrats à la loi peut apparaître insuffisante ou trop tardive ; seul un **contrôle juridique préventif pourrait éviter la mise en circulation de contrats illégaux**. Cette procédure peut ensuite être allégée, voire supprimée lorsque le marché a mûri et s'est autorégulé.





De ce fondement du contrôle découle en même temps son objectif : l'autorité chargée de cette mission exercera un contrôle à la fois

- ❖ **d'ordre technique** : fixation de règles de saine gestion que les entreprises devront respecter (fonctionnement juridique régulier, règles de solvabilité)
- ❖ **d'ordre moral** : honorabilité et compétence technique des dirigeants, moralité des procédés (notamment pour ce qui est de la rédaction des contrats, du démarchage, et du règlement des sinistres) ;
- ❖ **d'ordre économique** : La protection morale et technique n'est pas suffisante, car l'intérêt des assurés exige, non seulement l'honnêteté et la solvabilité de la société qui les garantit, mais encore une situation saine de l'ensemble du marché de l'assurance : climat général convenable, tarifs raisonnables, concurrence normale, etc. ... D'où la nécessité d'une organisation d'ensemble de la profession des assurances, d'un contrôle d'ordre économique".





# QUELQUES PRINCIPES DE CETTE SUPERVISION

## 1 LE CONTROLE A POUR BUT TRES GENERAL DE VEILLER A LA BONNE FIN DES CONTRATS D'ASSURANCE

Le contrôle a pour but très général de veiller à la bonne fin des contrats d'assurance. Il porte sur l'aspect moral, technique et financier de la gestion des sociétés. Le contrôle doit veiller à ce que les contrats soient d'abord souscrits en conformité avec la loi, qu'ils soient ensuite remplis avec bonne foi. Dans cet objectif, le contrôle veille à la solvabilité des sociétés : les sociétés doivent tenir une comptabilité sincère et, notamment, bien évaluer leurs engagements, disposer d'actifs en "représentation" de ces engagements et, en outre, disposer d'une certaine marge de solvabilité

## 2 LE CONTROLE PORTE SUR L'ENSEMBLE DES ACTIVITES D'UNE ENTREPRISE

Le contrôle porte sur l'ensemble des activités d'une entreprise, même si certaines de ces activités ont un intérêt social réduit.

L'examen de la situation financière et des conditions d'exploitation a pour centre d'intérêt principal la solvabilité de l'entreprise d'assurance. Il repose sur trois piliers, qui ne sont que la traduction technique de principes de bon

En premier lieu, bien évaluer les engagements (dettes et engagements)



En troisième lieu, posséder plus d'actifs réels que de dettes et engagements : la représentation des engagements règlementés, conçue dans une optique liquidative, ne suffit pas, et il faut aussi avoir de quoi faire face à d'éventuelles pertes futures



En second lieu, face à ces engagements, " en représentation " de ces engagements, posséder un montant suffisant d'actifs sûrs, liquides et rentables



**UN CHIFFRE D'AFFAIRES EN HAUSSE  
AVEC  
DES FORTUNES DIVERSES SELON LES  
PAYS**





# CHIFFRE D'AFFAIRES PAR PAYS: ZONE CIMA

Pays	2016			2017			évolution CA 2107/2016
	Vie	Non Vie	Total	Vie	Non Vie	Total	
Bénin	17 248 871	32 066 672	49 315 543	18 338 225	31 889 378	50 227 603	2%
Burkina Faso	22 067 296	43 504 500	65 571 796	27 995 881	46 361 533	74 357 414	13%
 Cameroun	55 018 206	128 290 481	183 308 686	59 967 867	134 490 310	194 458 176	6%
 Centrafrique	235 405	4 371 409	4 606 814	0	4 582 859	4 582 859	-1%
 Congo Brazza.	5 697 381	58 148 224	63 845 606	4 572 478	53 868 918	58 441 396	-8%
 Côte d'Ivoire	132 503 626	171 891 235	304 394 861	146 646 741	177 516 562	324 163 303	6%
 Gabon	17 675 211	84 926 916	102 602 126	21 296 810	76 455 411	97 752 221	-5%
 Mali	8 922 209	32 245 928	41 168 137	8 107 616	36 426 573	44 534 190	8%
 Niger	5 298 015	23 799 090	29 097 105	5 463 173	22 477 207	27 940 380	-4%
 Sénégal	45 494 247	93 510 985	139 005 233	57 355 477	102 706 946	160 062 423	15%
 Tchad	867 572	11 546 265	12 413 836	889 558	11 227 590	12 117 147	-2%
 Togo	22 273 465	29 250 016	51 523 481	23 861 775	33 870 636	57 732 410	12%
<b>TOTAL</b>	<b>333 301 504</b>	<b>713 551 720</b>	<b>1 046 853 225</b>	<b>374 495 601</b>	<b>731 873 922</b>	<b>1 106 369 522</b>	<b>6%</b>



# UNE FORTE CONCENTRATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES



4 PAYS CONCENTRENT PLUS DE **70%** DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE LA ZONE, SELON LES CHIFFRES GLOBAUX DE LA VIE ET LA NON VIE.



D'OÙ UNE FORTE CORRELATION ENTRE LE NIVEAU DE DEVELOPPEMENT DE CES PAYS ET LE POTENTIEL EN ASSURANCE.

QUAND ON OBSERVE LES CHIFFRE DE LA VIE, LES 70% SONT PARTAGES ENTRE LES TROIS PREMIERS PAYS.



# LE TAUX DE PENETRATION

EN MILLIERS DE FCFA

Pays	2016			2017			évolution PIB 2107/2016
	CA	PIB	CA/PIB	CA	PIB	CA/PIB	
Bénin	49 315 543	5 351 822 000	1%	50 227 603	5 737 273 000	1%	7%
Burkina Faso	65 571 796	7 011 188 000	1%	74 357 414	7 559 251 000	1%	8%
Cameroun	183 308 686	17 892 072 000	1%	194 458 176	19 126 561 000	1%	7%
Centrafrique	4 606 814	1 064 082 000	0%	4 582 859	1 200 204 000	0%	13%
Congo Brazza.	63 845 606	4 939 737 000	1%	58 441 396	5 564 414 000	1%	13%
Côte d'Ivoire	304 394 861	20 474 092 000	1%	324 163 303	22 554 808 000	1%	10%
Gabon	102 602 126	8 366 410 000	1%	97 752 221	9 147 599 000	1%	9%
Mali	41 168 137	8 384 983 000	0%	44 534 190	8 923 754 000	0%	6%
Niger	29 097 105	4 517 183 000	1%	27 940 380	4 895 904 000	1%	8%
Sénégal	139 005 233	8 764 303 000	2%	160 062 423	9 527 712 000	2%	9%
Tchad	12 413 836	5 962 697 000	0%	12 117 147	6 613 380 000	0%	11%
Togo	51 523 481	2 649 562 000	2%	57 732 410	2 848 661 000	2%	8%
<b>TOTAL</b>	<b>1 046 853 225</b>	<b>95 378 131 000</b>	<b>1%</b>	<b>1 106 369 522</b>	<b>103 699 521 000</b>	<b>1%</b>	<b>9%</b>

UN FORT TAUX DE **CROISSANCE DU PIB** AVEC UNE **MOYENNE DE 9%** DANS LA ZONE: CERTAINS PAYS PRESENTANT MEME UNE CROISSANCE A DEUX CHIFFRES;



**UN TAUX DE CROISSANCE MOYEN DE 6% DU CHIFFRE D'AFFAIRES GLOBAL**

LA PENETRATION DE L'ASSURANCE DANS L'ECONOMIE RESTE ENCORE TRES FAIBLE AVEC **UNE MOYENNE DE 1%**: SEULS DEUX PAYS SORTENT DU LOT AVEC **UN RATIO CA/PIB AUTOUR DE 2%**: LE **SENEGAL** ET LE **TOGO** (FAVORISE PAR UN PIB TRES EN DECA DE LA MOYENNE DE LA ZONE, DEVAUCANT SEULEMENT LA RCA)



CE FAIBLE RATIO MONTRE QU'IL Y'A ENCORE UN ENORME POTENTIEL DE DEVELOPPEMENT DE L'ASSURANCE, COMPARE A CERTAINS PAYS COMME **L'AFRIQUE DU SUD(13,77%), LA France (9%), LE MAROC(3,5%)**



EVOLUTIONS REGLEMENTAIRES  
ET  
DEVELOPPEMENT DES MARCHES



# EXIGENCES EN MATIERE DE SOLVABILITE



**POUR GARANTIR LA BONNE FIN DES OPERATIONS D'ASURANCES, LE REGULATEUR, DANS SON SOUCI PERMANENT DE PROTEGER LES INTERETS DES ASSURES ET BENEFICIAIRES DE CONTRAT, A MIS EN PLACE UN DISPOSITIF DE SOLVABILITE QUI S'ARTICULE AUTOUR DE TROIS AXES :**

**UNE MARGE DE SOLVABILITE SUFFISANTE** : élément clé du dispositif prudentiel visant à garantir aux assurés le respect des engagements pris à leur égard par la compagnie. Il s'agit de l'ensemble des réserves destinées à pallier une éventuelle :

- ➔ insuffisance imprévisible des provisions techniques
- ➔ diminution imprévue de la valeur des actifs
- ➔ ou des pertes futures provenant soit du hasard (sinistre important mal réassuré) soit de la sous-tarification (dégradation brutale et importante de la sinistralité).

- **DES ENGAGEMENTS CORRECTEMENT EVALUES**
- **DES ACTIFS DE COUVERTURE SURS LIQUIDES ET RENTABLES.**

**POUR CE FAIRE UN CATALOGUE DE PLACEMENTS A ÉTÉ RENDU OBLIGATOIRE POUR FAIRE FACE A CES ENGAGEMENTS ET REpondre A CES CONTRAINTES.**



# TABLEAU DES PLACEMENTS A FIN 2016 ET 2017: EN MILLIERS DE FCFA

INVESTISSEMENTS	2016			2017			évolution 2107/2016
	VIE	NON VIE	TOTAL	VIE	NON VIE	TOTAL	
- Obligations et autres valeurs d'Etat	211 780 337	111 075 845	322 856 182	241 434 940	125 064 843	366 499 783	14%
- Obligations des organismes internationaux	24 524 944	12 986 287	37 511 231	22 073 795	10 459 080	32 532 874	-13%
- Obligations des institution financières	28 219 590	17 582 109	45 801 698	37 315 498	20 796 862	58 112 360	27%
- Autres obligations	27 786 649	12 136 598	39 923 248	18 724 910	13 371 044	32 095 954	-20%
- Actions cotées	78 085 112	55 084 069	133 169 180	101 068 321	56 331 856	157 400 177	18%
- Action des entreprises d'assurance	29 403 065	47 116 075	76 519 140	35 664 553	53 554 459	89 219 011	17%
- Actions et obligations des sociétés commerciales	63 695 831	66 172 302	129 868 133	59 489 506	62 195 323	121 684 829	-6%
- Actions des sociétés d'investissement	35 178 763	9 664 944	44 843 708	37 569 448	9 902 673	47 472 122	6%
- Droits réels immobiliers	112 154 739	224 740 519	336 895 258	123 797 520	239 748 217	363 545 737	8%
- Prêts garantis	29 688 776	6 895 286	36 584 062	27 033 071	5 566 257	32 599 328	-11%
- Prêts hypothécaires	32 445 665	4 966 436	37 412 101	35 990 082	8 096 783	44 086 865	18%
- Autres prêts	10 210 001	6 701 300	16 911 301	12 983 778	21 857 077	34 840 855	106%
- Dépôts en banque	486 057 151	242 393 022	728 450 173	512 759 285	257 201 439	769 960 725	6%
<b>TOTAL</b>	<b>1 169 230 621</b>	<b>817 514 792</b>	<b>1 986 745 414</b>	<b>1 265 904 706</b>	<b>884 145 914</b>	<b>2 150 050 620</b>	<b>8%</b>





# REPARTITION PAR TYPE D'ACTIFS



- ❖ **2 150 MILLIARDS DE FCFA D'ACTIFS GERES EN 2017 CONTRE 1 987 MILLIARDS DE FCAF, SOIT UNE CROISSANCE DE 8%;**
- ❖ **59% APPORTES PAR LES SOCIETES VIE CONTRE 41% POUR LES SOCIETES DOMMAGES;**
- ❖ LA REPARTITION PAR TYPES D'ACTIFS FAIT APPARAÎTRE UNE PREPONDERANCE DE LA **TRESORERIE 36%** EN MOYENNE, AVEC **41% EN VIE** ET **30% EN DOMMAGE**, SUIVIE DES INSTRUMENTS DE TAUX ESSENTIELLEMENT **DES OBLIGATIONS(22%)** DON **17% POUR LES OBLIGATIONS ET AUTRES VALEURS D'ETAT.**
- ❖ **LES DROITS REELS IMMOBILIERS** (IMMEUBLES ET PARTS DE SOCIETES IMMOBILIERES). **REPRESENTENT 17%.**
- ❖ **LES ACTIONS**, EN MOYENNE **12%** DONT LE TIERS POUR LES SOCIETES D'ASSURANCES.



# DES PRESTATIONS EN HAUSSE



## PRESTATIONS EN MILLIERS FCFA

Pays	2016			2017			évolution 2107/2016
	NON VIE	VIE	TOTAL	NON VIE	VIE	TOTAL	
Bénin	14 139 031	8 248 718	22 387 749	17 177 601	6 945 313	24 122 914	8%
Burkina Faso	17 069 072	11 161 042	28 230 114	17 365 021	13 224 292	30 589 314	8%
Cameroun	46 665 264	26 632 177	73 297 441	48 336 630	33 775 831	82 112 460	12%
Centrafrique	1 303 268	94 273	1 397 541	1 316 340	0	1 316 340	-6%
Congo Brazza.	18 249 526	2 308 825	20 558 351	24 120 434	1 566 440	25 686 874	25%
Côte d'Ivoire	69 619 135	92 899 922	162 519 057	72 360 876	95 960 151	168 321 027	4%
Gabon	31 059 710	12 506 347	43 566 057	34 561 658	13 038 274	47 599 932	9%
Mali	10 646 371	3 027 896	13 674 267	11 618 256	11 294 814	22 913 070	68%
Niger	9 728 971	2 846 078	12 575 049	9 263 383	3 059 954	12 323 337	-2%
Sénégal	34 320 305	17 557 381	51 877 686	39 434 673	25 050 529	64 485 202	24%
Tchad	4 788 428	422 515	5 210 943	4 921 021	291 196	5 212 217	0%
Togo	12 701 935	9 929 770	22 631 705	16 840 080	10 348 715	27 188 796	20%
<b>TOTAL</b>	<b>270 291 019</b>	<b>187 634 943</b>	<b>457 925 962</b>	<b>297 315 974</b>	<b>214 555 510</b>	<b>511 871 484</b>	<b>12%</b>

- **DES PRESTATIONS EN HAUSSE DE 12%**
- L'INTERVENTION DES ASSUREURS A COUTE **512 MILLARDS DE FCFA EN 2017**, SOIT **12% DE HAUSSE** PAR RAPPORT A 2016, **14 % POUR LA VIE ET 10% EN DOMMAGE.**
- IL S'AGIT DE SINSITRES PAYES AU TITRES DES GARANTIES DOMMAGE POUR **297 MILLIARDS FCFA** ET DE **PRESTATIONS ECHUS** AU TITRES DES CONTRATS VIE POUR **215 MILLIARDS FCFA,**





# EMPLOI

<b>Rubriques</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>Evolution</b>
Cadres	2 408	2 390	-0,75%
Agents maîtrise	2 991	2 997	0,20%
Employés	1 527	1 546	1,24%
<b>Total</b>	<b>6 926</b>	<b>6 933</b>	<b>0,10%</b>

**DES PRODUITS INNOVANTS  
CONSTITUANT**

**UN ENORME POTENTIEL**





# D'IMPORTANTES NICHES NON ENCORE SUFFISAMMENT EXPLOITEES

1

**UN MONDE RURAL LAISSÉ POUR COMPTE PENDANT LONGTEMPS: CE N'EST QUE RECEMMENT QUE DES COMPAGNIES D'ASSURANCE SPECIALISÉES DANS LA GESTION DES RISQUES AGRICOLES ONT VU LE JOUR APRES LA VAGUE DE FAILLITE DES MUTUELLES AGRICOLES**

2

**UN SECTEUR INFORMEL, REPRESENTANT ENTRE 20 ET 65% DU PIB DANS NOS ECONOMIES, TENU LOIN DE L'OFFRE D'ASSURANCE PENDANT TRES LONGTEMPS**

3

**LA MICROASSURANCE QUI DEVRAIT CONSTITUER UNE REPOSE AUX BESOINS DU SECTEUR INFORMEL RESTE ENCORE ENBRYONNAIRE, ALORS QU'ELLE CONSTITUE UN IMPORTANT LEVIER AYANT FAIT SES PREUVES DANS DES PAYS COMME LE KEYNA, L'AFRIQUE DU SUD...**



# L'ASSURANCE VIE, UN SECTEUR PORTEUR D'ESPOIR

- ❖ **UN TAUX DE CROISSANCE DE 13% CONTRE 3% EN DOMMAGE**
- ❖ **LA MICROASSURANCE** AVEC L'AVÈNEMENT DE LA TELEPHONIE CONSTITUE UN IMPORTANT LEVIER POUR BOOSTER LA CROISSANCE DU SECTEUR
- ❖ **LA FAIBLESSE DES PRESTATIONS SERVIES PAR LES CAISSES TRADITIONNELLES DE RETRAITE** FONCTIONNANT PAR REPARTITION ET DONT L'ADHESION EST RENDUE OBLIGATOIRE DANS TOUS NOS ETATS, A POUSSE LES TRAVAILLEURS A SOUSCRIRE DES CONTRATS DE RETRAITE COMPLEMENTAIRES POUR AMELIORER LEURS CONDITIONS DE RETRAITE
- ❖ **LA VAGUE DE DEFISCALISATION DES PRODUITS VIE**, NOTAMMENT LA **DETTE ACTUARIELLE** REPRESENTANT LES ENGAGEMENTS DES EMPLOYEURS VIS-À-VIS DES EMPLOYES AU MOMENT DE LEUR DEPART A LA RETRAITE, A UNE DATE DONNEE, A POUSSE BEAUCOUP D'ENTREPRISES A EXTERNALISER CES FONDS AUPRES DES ENTREPRISES D'ASSURANCE,



**LES CONTRAINTES**



# UNE REGLEMENTATION TRES RIGIDE



Elle est surtout marquée par une inflation de règlements, dans la plus part des cas, inspirés:

- Soit des évolutions observées sur le marché français
- Soit des réformes concoctées au niveau de l'IAIS (Association Internationale des contrôleurs d'assurance)
- Soit d'un constat de défaillance observé dans une compagnie d'assurance ou dans un petit nombre de compagnies.



# DES REFORMES DESEQUILIBREES

- ❑ Les réformes observées, ces derniers temps, ont surtout pesé sur l'exploitation des sociétés, sous forme de provisions additionnelles ou de pénalités.
- ❑ Dans le même temps les réformes pouvant être prises pour améliorer la production des sociétés (augmentation du nombre de risques obligatoires..., création d'un environnement favorisant un meilleur rendement des placements) manquent.

Cette situation provoque une situation de déséquilibre des exploitations (plus de charges techniques et moins de produits) et rend peu ou pas du tout rentable l'investissement.

- ❑ A cela s'ajoute la réglementation sur les placements avec le principe de localisation qui réduit le périmètre d'intervention des acteurs (limitation à 50% des engagements des possibilités d'investir dans un Etat membre de la CIMA et interdiction pour les pays hors zone).



# CONCLUSION

POUR PERMETTRE AUX ASSUREURS DE CONTRIBUER PLUS EFFICACEMENT AU DEVELOPPEMENT DES MARCHES AVEC UNE MEILLEURE STABILITE DES ACTEURS



**D'IMPORTANTES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT DEVRAIENT ETRE PRISES, AU NIVEAU REGLEMENTAIRE, AUSSI BIEN AU PLAN COMMUNAUTAIRE, QUE DANS CHAQUE ETAT.**



## IL S'AGIT DE TRANSFORMER LA FAIBLESSE DES TAUX DE PENETRATION EN VRAIES OPPORTUNITES PAR:



❖ L'EXPLOITATION DES SECTEURS  
COMME L'INFORMEL, LA  
MICROASSURANCE, LE SECTEUR  
AGRICOLE, LETAKAFUL..;

❖ L'AUGMENTATION DU NOMBRE DE  
RISQUES OBLIGATOIRES FORTEMENT  
CORRELE AU DEVELOPPEMENT DES  
MARCHES;

❖ UNE INCITATION FISCALE PLUS POUSSEE;

❖ TOUT CECI DANS LE CADRE D'UNE REGLEMENTATION PLUS SOUPLE ET ADAPTEE,



JE VOUS  
REMERCIE DE  
VOTRE BIEN  
AIMABLE  
ATTENTION.



Des  
Questions  
?